

# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Afrique de l'Ouest (hors Nigéria-Ghana)

N°520 – 12 janvier 2024

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL D'ABIDJAN

### Régional

#### La croissance de l'UEMOA devrait s'établir à 5,7% en 2023 selon la BCEAO

Le Conseil des Ministres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) [a tenu](#) le 21 décembre 2023 sa 4<sup>ème</sup> session ordinaire au titre de l'année. Concernant la situation économique de l'UEMOA, les estimations de la BCEAO indiquent que le taux de croissance de l'Union ressortirait à 5,7% en 2023 tandis que l'inflation devrait diminuer à 3,7%. Les perspectives économiques demeurent globalement favorables. Ainsi, le taux de croissance de l'UEMOA est projeté à 6,5% en 2024, soutenue par le secteur tertiaire ainsi que le regain d'activité dans le secteur secondaire, consécutif à l'accroissement de la production extractive et manufacturière. Par ailleurs, le Conseil a entre autres décidé du relèvement du capital social minimum des banques de l'UEMOA de [10 à 20 Mds FCFA](#) (15 à 30 M EUR) en vue de renforcer la résilience du secteur bancaire et de répondre aux besoins croissants de financement auxquels font face les pays.

#### La BADEA fait son entrée au capital de la BOAD

Le 21 décembre 2023, la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) [a annoncé](#) l'entrée dans son capital de la Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique (BADEA). Cette entrée ouvre la 2<sup>nde</sup> phase du projet d'augmentation de capital de la BOAD (réservée à des nouveaux actionnaires), dont la 1<sup>ère</sup> phase (réservée aux anciens actionnaires) a été bouclée en 2022 pour un

#### Le chiffre à retenir

# 30 M EUR

Le montant de capital minimum qui sera bientôt exigé aux **banques de l'UEMOA**

montant de 554,4 Mds FCFA (845,1 M EUR). Elle porte sur un montant de 30 M USD, soit 1,2% du capital social. Par ailleurs, la veille, la BOAD a [approuvé 5 nouvelles opérations](#) pour un montant total de 141,3 Mds FCFA (215,4 M EUR). Il s'agit notamment: (i) au Bénin, de la construction et l'exploitation du Centre d'affaires maritimes par la Société immobilière du centre des affaires maritimes pour un montant de 30 Mds FCFA (45,7 M EUR); (ii) en Côte d'Ivoire, de la construction d'une usine de traitement de 150 000 M<sup>3</sup>/jour sur la lagune Aghien et d'un réseau de distribution associé pour un montant de 22,3 Mds FCFA (34 M EUR); (iii) au Sénégal, du déploiement d'un réseau de communication électronique indépendant par la SENELEC pour un montant de 30 Mds FCFA (45,7 M EUR) et de la construction de 1 528 salles de classe pour un montant de 22,3 Mds FCFA (19,1 M EUR); (iv) d'un prêt à moyen terme en faveur de BOA West Africa d'un montant de 46,5 Mds FCFA (70,9 M EUR), pour le financement des micro, petites et moyennes entreprises.



## Bénin

### Inflation à +0,4% en g.a en décembre 2023

Selon l'Institut national de la Statistique et de la Démographie (INStaD), le taux d'inflation s'est [établi](#) en décembre 2023 à +0,4% en glissement annuel (g.a), contre -0,2% le mois précédent. Ce niveau d'inflation s'explique principalement par la hausse des prix des transports (+7% en g.a), de la catégorie "Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles" (+3,3% en g.a) et des restaurants et hôtels (+1,3% en g.a), atténuée en partie par la baisse des prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (-2,5% en g.a). A noter que sur l'ensemble de l'année 2023, le taux d'inflation se situe à 2,7% en moyenne annuelle.

## Burkina Faso

### Institution d'un prélèvement obligatoire sur les salaires

Le 5 janvier 2024, le Conseil des ministres a [adopté](#) un décret qui vise le prélèvement obligatoire de 1% sur les salaires nets des travailleurs du secteur public et privé, ainsi que 25% sur les primes de motivation versées au personnel des ministères, institutions, sociétés d'État et établissements publics de l'État, pour une durée de 12 mois. Les sommes collectées devraient être reversées au Fonds de soutien patriotique (FSP), destiné à financer essentiellement l'équipement et la rémunération des Volontaires pour la défense de la Patrie (VDP), supplétifs civils des forces de défense et de sécurité. A noter qu'à compter de janvier 2024, la [rémunération mensuelle des VDP](#), passera de 60 000 FCFA (91,5 EUR) à 80 000 FCFA (122 EUR), soit une hausse de 33,3%.

### 100 M USD pour le projet de construction de la mine d'or de Kiaka

Le 1<sup>er</sup> janvier 2024, la société minière australienne West African Resources, qui exploite le site aurifère de Kiaka (dans la région du Centre-Sud), a [annoncé](#) avoir reçu un premier versement de 100 M USD dans le cadre d'une facilité de prêt de 265 M USD accordée en deux tranches par le gestionnaire d'actifs canadien Sprott Resource Lending et la banque burkinabè Coris Bank International. Ce versement servira au développement du projet aurifère et à renforcer le bilan et la trésorerie de la société. Selon le Directeur général de West African Resources, la construction de la mine est bien avancée et la production devrait débuter au 2<sup>nd</sup> semestre 2025. Pour rappel, le projet de Kiaka prévoit une production moyenne de 6,2 tonnes d'or par an pendant 18,5 ans.

## Cap-Vert

### 35,5 M EUR mobilisé par la SFI en faveur du groupe hôtelier Oásis Atlántico

La société financière internationale (SFI), filiale de la Banque mondiale dédiée au secteur privé, a [annoncé](#) la mobilisation d'un montant de 35,5 M EUR en faveur du groupe hôtelier portugais Oásis Atlántico. Ce financement permettra de fournir des liquidités à 3 sociétés hôtelières détenues par le groupe au Cap-Vert, soutenant ainsi l'emploi et les chaînes d'approvisionnement, dans un contexte où l'industrie touristique du pays se remet de l'impact de la pandémie à COVID-19. En particulier, le montant obtenu permettra à Oásis Atlántico de refinancer sa dette existante avec des échéances plus longues, jusqu'à 14 ans, améliorant ainsi sa structure financière et résolvant les contraintes de liquidité causées par la pandémie. Le montage financier comprend (i) 10,5 M EUR de prêt direct de la SFI ; (ii) 10,5 M EUR mobilisé via le Mécanisme de financements mixtes de la Banque mondiale,



mis en œuvre par la SFI, et (iii) 14,5 M EUR qui seront mobilisés auprès de banques commerciales.

### Lancement d'une OPV pour la privatisation de Caixa Economica

Le gouvernement du Cap-Vert [a lancé](#) le 10 janvier 2024 à travers la Bourse du Cap-Vert l'offre publique de vente (OPV) de 27,44% de la participation de l'État dans la banque Caixa Económica. Ainsi, un total de 381 904 actions est mis en vente au prix de 37 EUR par action et la période de souscription s'étend du 11 janvier au 23 février 2024. Selon le Président de la Bourse du Cap-Vert, cette offre publique permettra d'attirer des capitaux étrangers, mais aussi l'épargne de la diaspora, favorisant ainsi une plus grande liquidité et une plus grande attractivité du marché des capitaux. Cette OPV s'inscrit dans le cadre du programme de privatisation du gouvernement, qui vise à faire du secteur privé un moteur de la croissance économique. Caixa Económica est l'une des plus grandes banques du pays, avec un [actif net](#) de 31,8 M EUR, des fonds propres atteignant 67 M EUR et un ratio de solvabilité de 24,3% à fin septembre 2023.

## Côte d'Ivoire

### Hausse de 10% des tarifs de l'électricité depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2024

Le 26 décembre 2023, le gouvernement a [annoncé](#) une hausse du prix de l'électricité de 10%. Cet ajustement s'applique à l'ensemble des abonnés depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2024 et a fait passer le prix moyen d'un kilowattheure (kWh) de 79 à 87 FCFA (0,12 à 0,13 EUR), alors que le coût de revient serait de 89 FCFA (0,14 EUR) par kWh. Il s'agit de la 2<sup>ème</sup> hausse en six mois, après celle de 9,6% appliquée à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2023 pour les professionnels des lignes à haute tension, les industriels et les consommateurs ayant une puissance de plus de 15 ampères. Avec une perte d'exploitation estimée à [127](#)

[Mds FCFA](#) (193,6 M EUR) pour l'année 2023, ces augmentations successives ont vocation à réduire le déficit financier du secteur.

### Un livre blanc pour amorcer le développement de l'industrie automobile

Le 20 décembre 2023, le gouvernement a [adopté](#) une communication relative au livre blanc pour la promotion et le développement de l'industrie automobile en Côte d'Ivoire. Ce document de politique nationale détermine les mesures clés pour la mise en place d'un écosystème propice au développement de l'industrie automobile dans le pays. Il s'articule prioritairement autour du développement de la chaîne de valeur de l'assemblage de minibus, d'autobus, de camions, de remorques, de véhicules utilitaires ainsi que la fabrication de composants automobiles.

### Inauguration des agoras des communes de Yopougon et Port-Bouët

Le 10 janvier 2024, les agoras des communes de Yopougon et de Port-Bouët [ont été inaugurées](#) par leurs maires respectifs, en présence du ministre délégué chargé des Sports et du Cadre de vie et de l'Ambassadeur de France en Côte d'Ivoire. Ces agoras constituent des espaces sportifs (modulables) et culturels de proximité qui visent à démocratiser l'accès au sport à la population, en particulier aux jeunes, tout en étant capables de dégager les ressources nécessaires à leur exploitation pérenne et indépendante. Ces sites ont été aménagés dans le cadre du Programme Agora, financé par un prêt du Trésor français et porté par l'entreprise française Winwin Afrique. Elles ouvrent leurs portes à la veille de la CAN et seront transformés en fan zones pour accueillir les supporters tout au long de la compétition. Pour rappel, il s'agit des 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> agoras inaugurées en Côte d'Ivoire. D'autres sites seront inaugurés au cours de l'année 2024 en dehors d'Abidjan : Dimbokro, Guiglo, Boundiali, Attécoubé.



## Guinée

### Des accords signés en vue de faire face à la pénurie de carburants

Les autorités guinéennes [ont procédé](#) le 5 janvier 2023 à la signature d'un accord d'approvisionnement en produits pétroliers avec la Sierra Leone en vue de résorber en partie la pénurie de carburant, engendrée par l'incendie du principal dépôt d'hydrocarbures de Kaloum (à Conakry), survenu le 17 décembre 2023. Ainsi, pendant cette période de crise, la Guinée recevra 16 M litres d'essence via les ports et installations de la Sierra Leone. A cela s'ajoute la Côte d'Ivoire qui s'est récemment engagée à livrer 50 M litres d'essence à la Guinée. A noter que le 10 janvier 2023, un navire contenant 35 000 tonnes de gasoil [a accosté](#) au port de Conakry, permettant ainsi une nette amélioration de l'approvisionnement.

### L'ARPT ferme le siège de MTN pour raison d'impayés

Le siège de la filiale guinéenne du groupe sud-africain MTN [aurait été fermé](#) depuis plusieurs jours par l'Autorité de régulation des postes et des télécommunications (ARPT). Le régulateur reprocherait à l'opérateur de téléphonie mobile le non-paiement d'impôts, de taxes et de redevances de licence. Cette fermeture intervient alors que le groupe MTN envisagerait de vendre sa filiale dans le cadre d'une stratégie d'optimisation de son portefeuille en Afrique. Le groupe aurait déjà reçu une offre d'Axian Telecom à cet effet. La transaction impliquerait également ses filiales en Guinée-Bissau et au Liberia. Pour rappel, MTN Guinée est le 2<sup>ème</sup> opérateur du marché guinéen, avec une part de 24% des abonnés.

## Libéria

### La BM soutient la transformation économique rurale et les victimes de l'explosion d'un camion-citerne

Le 22 décembre 2023, la Banque mondiale (BM) a approuvé un 2<sup>ème</sup> financement additionnel d'un montant total de 85 M USD pour le projet de transformation économique rurale (RETRAP). Ce financement intensifiera les travaux visant à établir une connectivité routière de base, notamment le tronçon de 85 km reliant Toe-Town à Zwedru et à la frontière de la Côte d'Ivoire, au niveau du corridor sud-est du Libéria. Il ciblera environ 900 000 agriculteurs et utilisateurs des services de transport routier. Par ailleurs, le 10 janvier 2024, la Banque mondiale a [annoncé](#) l'octroi de 450 000 USD en réponse au plan d'urgence du gouvernement libérien pour soutenir les libériens touchés par la récente explosion d'un camion-citerne dans la ville rurale libérienne de Totota, dans le comté de Bong (dans le centre du pays). Le financement contribuera, entre autres, à garantir la fourniture ininterrompue d'oxygène médical aux patients en soins intensifs et la livraison d'autres fournitures médicales nécessaires. Depuis l'explosion du camion-citerne d'essence le 26 décembre 2023, on dénombre 70 morts, dont 37 décès dans les établissements de santé, et 101 personnes gravement brûlées.

## Mali

### Pas de variation en g.a du niveau général des prix en novembre 2023

Selon l'Institut national de la statistique (Ins), après avoir été négatif (-1,8%) le mois précédent, le [taux d'inflation](#) en glissement annuelle (g.a) affiche une valeur nulle en novembre 2023. Cela se justifie notamment par la baisse des prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (-1,5%), de la catégorie "Logement, eau, gaz, électricité et autres



combustibles" (-6% en g.a.) et de la communication (-1,1% en g.a) qui a permis de compenser la hausse des prix des autres catégories de dépenses, dont en premier lieu la santé (+9% en g.a), les transports (+8,4% en g.a) et les articles d'habillements et chaussures (+2,4% en g.a). Par ailleurs, le taux d'inflation en moyenne annuelle glissante se situe à 2,7% en novembre 2023.

## Mauritanie

### 40 M USD du FSD pour la construction de 2 instituts de formation spécialisés

Le 17 décembre 2023, le ministre mauritanien de l'Economie et du Développement durable et le PDG du Fonds saoudien pour le développement (FSD) [ont signé](#) un accord de prêt de 40 M USD pour la construction et l'équipement de deux instituts de formations spécialisés, l'un dans les sciences de l'éducation, dans la ville de Tidjikja, et l'autre dans l'administration des affaires à Kiffa. Selon le ministre, la création de ces deux instituts viendra en complément de l'institut supérieur vétérinaire dans la ville de Néma et à celui pour l'agriculture dans la ville de Kaédi, dont la convention de financement a été récemment signée avec la Banque islamique de Développement. En outre, deux autres instituts spécialisés devraient bientôt voir le jour dans les villes d'Akjoujt et d'Atar.

## Niger

### Près de 40% des villages agricoles en déficit pour la campagne 2023

Le 4 janvier 2024, le Ministre de l'Agriculture et de l'Élevage [a fait](#) une communication au Conseil des Ministres sur le déficit de la campagne agro-sylvo-pastorale et hydraulique 2023. Au niveau agricole, ce déficit a touché 5 343 villages agricoles, soit une proportion de 39,6%, tandis que sur le plan pastoral, le déficit

fourrager s'élève à 18,5 M tonnes, représentant 53,9% des besoins nationaux. Ces déficits s'expliquent notamment par des sécheresses, des attaques contre les cultures, des inondations, la baisse de la fertilité des sols et l'insécurité dans certaines zones de grande production. Pour pallier à cette situation, le gouvernement nigérien prévoit l'accélération de la mise en œuvre du programme Initiative Souveraineté Alimentaire par l'intensification des productions animales et des cultures irriguées 2023-2024. L'objectif visé est d'atteindre une production de 7,6 M tonnes de cultures horticoles en favorisant la petite irrigation, et d'augmenter la production laitière et avicole.

## Sénégal

### Le secteur extractif a généré 420 M EUR de revenus en 2022

D'après le [rapport 2022](#) de l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE) du Sénégal publié en décembre 2023, les revenus du secteur extractif ont atteint 275,3 Mds FCFA (419,7 M EUR) en 2022. Environ 88% de ce montant ont été affectés au budget de l'Etat (369,4 M EUR, représentant 6,9% du budget global), le reste étant réparti entre (i) le compte d'exploitation de la société nationale Petrosen, (ii) les fonds propres des organismes collecteurs, (iii) les fonds revenant à l'UEMOA et à la CEDEAO, (iv) les dépenses sociales et environnementales, et (v) le fonds de réhabilitation des sites miniers. Représentant 4,5% du PIB sénégalais, le secteur extractif reste dominé par le sous-secteur minier qui représente 85,6% du total des revenus en 2022, en attendant l'entrée en exploitation de nouveaux gisements hydrocarbures en 2024. En ce qui concerne les exportations, les revenus générés par le secteur extractif ont progressé en 2022 à 32,2% du total, contre 30,6% en 2021.



## Un 2<sup>ème</sup> Patrouilleur de haute mer livré par l'entreprise française Piriou

Selon un [communiqué](#) du 10 janvier 2024, les forces marines sénégalaises ont réceptionné mi-novembre un 2<sup>ème</sup> patrouilleur de haute mer, dénommé Niani. Cette livraison s'inscrit dans le cadre d'un contrat signé en 2019 portant sur la commande de trois patrouilleurs en haute mer auprès de la société française Piriou pour un montant de 200 Mds FCFA (305 M EUR). La livraison du 1<sup>er</sup> navire s'est faite en juillet 2023 (Le Walo) et le 3<sup>ème</sup> (le Cayor) devrait être livrée début 2024. Ces patrouilleurs, principalement dédiés aux missions de surveillance du domaine maritime national et aux missions d'identification et de lutte contre la piraterie, permettront de renforcer les capacités de la marine sénégalaise dans un contexte de développement des champs pétroliers et gaziers du pays.

## Togo

### Plus de 15 000 entreprises créées en 2023

Le Togo [a enregistré](#) 15 654 créations d'entreprises en 2023, selon les données du Centre de formalités des entreprises, un chiffre en hausse de 13,1% par rapport à l'an dernier. Environ 83,2% des entreprises ont été créées par des togolais, contre 16,7% par des ressortissants étrangers. Cette hausse du nombre d'entreprises créées peut être attribuée à la poursuite des réformes visant à améliorer le climat des affaires, notamment la réduction du délai et du coût de la procédure d'enregistrement d'une nouvelle entreprise et la digitalisation des procédures.

La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique régional d'Abidjan

Rédaction : Service économique régional d'Abidjan, services économiques de Dakar, Lomé et Niamey, antennes de Conakry, Cotonou et Nouakchott

Abonnez-vous : [abidjan@dgtresor.gouv.fr](mailto:abidjan@dgtresor.gouv.fr) & suivez notre page [LinkedIn](#)